MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Décision n° 193/D/MFAE/MF/F du 2 mai 1962 accordant une subvention à l'Aéro-Club du Togo. 419

Arrêtés et décisions portant nomination, octroi de prêts pour achat de véhicules personnels, attribution d'une indemnité à titre de frais d'installation à M. Tsatsou Emmanuel, octroi d'une avance exceptionnelle au Chef du Service de l'Élevage, prolongation d'engagement, mise à pied, attribution de secours après décès, concession de pensions et approbation de rôles 419

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Décision portant affectation 423

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DES EAUX ET FORÊTS

Décision portant affectation 423

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant classement, affectations, cessation de fonctions, suspension de fonctions et acceptation de démission 423

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Arrêté et décisions portant autorisation d'ouvrir une clinique d'accouchement à Mme Fumey Christine, sage-femme et affectations 423

TEXTES PUBLIÉS POUR INFORMATION

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Statuts du Fonds Monétaire International 424

Statuts de la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement 441

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage).... 453

R. WALTER & Cie Ltd. (Modification des statuts) 454

Annoncé de la Sté Africaine de constructions d'entreprises générales « S.A.C.E.G. » 455

Entreprise de constructions et travaux publics — Aguiar Frères 455

Constitution de sociétés 455

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTICE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 62-76 du 10 Mai 1962 relatif au serment des assesseurs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi du 12 juin 1961 ;

Vu le décret n° 62-36 du 21 février 1962 portant création des tribunaux coutumiers de première instance ;

DECRETE :

Article Premier. — Les assesseurs coutumiers prêtent serment en audience publique devant le président de la juridiction à laquelle ils sont attachés.

Le serment est prêté dans les termes suivants :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder le secret des délibérations et de me conduire comme un juge intègre ».

Art. 2. — Il sera dressé procès-verbal de chaque prestation de serment. Le procès-verbal sera signé par le magistrat qui aura reçu le serment.

Chaque procès-verbal de prestation de serment sera transcrit sur le registre des prestations de serment tenu dans chaque tribunal.

Art. 3. — Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 10 Mai 1962

S. E. Olympio

DECRET N° 62-77 du 10 Mai 1962 portant nomination d'un Secrétaire Général à la Cour Suprême.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu la loi n° 61-26 du 16 août 1961 instituant la Cour Suprême, et notamment en son article 3 ;

Sur la proposition du Président de la Cour Suprême ;

DECRETE :

Article Premier. — M. Henriet Pierre, magistrat détaché auprès du Gouvernement Togolais, conseiller à la cour d'appel, est nommé provisoirement Secrétaire Général de la Cour Suprême.

Art. 2. — Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 10 Mai 1962

S. E. Olympio

DECRET N° 62-78 du 11 Mai 1962 portant nomination du Vice-Président du Tribunal de Droit Moderne de Lomé.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article Premier. — M. Pierron Maurice, magistrat du 2^e grade, est nommé Vice-Président du Tribunal de Droit Moderne de Lomé.